

# GAUCHEBDO

SUCESSEUR DE LA «VOIX OUVRIÈRE» FONDÉE EN 1944 • WWW.GAUCHEBDO.CH

N° 11 • 12 MARS 2021 • CHF 3.-

Lausanne en passe de conforter  
sa gauche au second tour des  
Municipales page 2



Un plan climat neuchâtelois en  
manque d'ambition face à  
l'urgence actuelle page 3



Mythes de la Deuxième  
Guerre mondiale passés  
au crible page 7

## La jeunesse en souffrance

COVID-19 • Face à la crise, les Jeunes populistes genevois lancent un appel autour des dommages touchant la jeune génération malmenée, précarisée et psychologiquement éprouvée. En Europe notamment, cet état préoccupant marquerait l'émergence d'une possible épidémie de tentatives de suicide.

« Nous refusons de n'être que les pions d'un jeu truqué dans lequel les gagnants et les perdants sont connus d'avance. Sans pour autant remettre en cause les mesures de santé publique, nous sommes atterrés par la façon dont est ignorée la souffrance économique, sociale et psychologique des membres de notre génération », affirme un Appel rendu public cette semaine par les Jeunes populistes genevois.

Signé par les Jeunes Verts, les Jeunes socialistes, la CUAE (Conférence Universitaire des Associations d'Etudiant.e.s), la Grève du climat ou par l'association des étudiants de HETS (Haute école de travail social), le texte s'adresse à la population et aux autorités afin de faire entendre la voix quelque peu oubliée des jeunes. « Au niveau suisse, notre mouvement a décidé dans chaque canton de lancer une campagne autour du thème de la santé avant le profit », précise encore Sébastien Privet, président des Jeunes populistes de Genève.

### Formation, emploi: la catastrophe

« Après près d'un an de pandémie la situation des jeunes est catastrophique, comme le révèle une enquête de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) intitulée *Les jeunes et la Covid-19: impact sur les emplois, l'éducation, les droits et le bien-être mental*, qui s'intéresse aux thématiques de l'emploi, de la formation, de la santé psychique et des droits des jeunes, ou l'Université de Bâle dans son étude *Corona Stress*, montrant une prévalence des symptômes dépressifs graves de 29% chez les 14-24 ans. Subissant de plein fouet les restrictions au niveau de l'éducation, de la formation et de l'accès au marché de l'emploi, les jeunes constituent l'un des groupes les plus durement touchés par la crise », souligne Malcolm M'Baye, membre des Jeunes POP de Genève.

En Suisse, selon les chiffres du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO), le chômage des jeunes - de 15 à 24 ans - se montait fin 2020 à 17'694 personnes sur 163'545 inscrits, avec une augmentation de 5304 personnes (+42,8%) par rapport au même mois de l'année précédente. « De plus, beaucoup de jeunes ont perdu leur job d'appoint dans la restauration ou la vente », explique Malcom M'Baye.

### Hausse de l'aide sociale

Ce qui s'est aussi traduit dans le recours à l'aide sociale. Selon *20 Minutes*, l'Hospice général genevois a



Problèmes de rémunération, d'études et de santé psychique: la jeunesse est sous le joug de maux croisés qui mettent en péril son existence même. DR

enregistré une forte hausse des demandes d'aide émanant de jeunes adultes (18-25 ans) en 2020. Le nombre de dossiers traités a grimpé de 14% en un an, s'établissant à 1732 fin décembre. « Face à cette situation, notre appel demande la création d'emplois destinés aux jeunes entre 18 et 35 ans au sein des services publics, l'interdiction de diminuer les salaires au sein de ces mêmes services, et l'amélioration des conditions de travail des apprenti.e.s, mais aussi la facilitation, l'extension et le maintien des bourses d'études au sein des centres de formations et la facilitation de l'obtention des subsides d'assurance pour les jeunes en dessous de 25 ans. De même que la création d'un fonds d'urgence destiné à la jeunesse. Il est urgent d'investir des fonds publics pour répondre aux défis auxquels doivent et devront faire face les jeunes dans le cadre de la crise actuelle et des crises futures », précise Malcom M'Baye. Une demande qui rejoint celle de la Commission jeune du syndicat Unia. Cette semaine, elle a demandé un soutien financier de la Confédération à l'été 2021. Ceci pour que des entreprises puissent offrir des perspectives aux 70'000 jeunes qui termineront alors leur formation.

### En soutien psy et gratuit

Mais d'autres problèmes sont aussi pointés comme l'impact de la pandémie sur la santé psychique et le développement des jeunes, comme l'a montré un colloque participatif interprofessionnel sous l'égide de la fondation genevoise Brocher, présenté dans *La revue médicale suisse*. Il est relevé une augmentation très nette des consultations

pour crise personnelle et/ou familiale dans la période post-confinement, avec des décompensations d'allure dépressive ou anxieuse.

« Les tentatives de suicide ont également augmenté peu après la levée du confinement et durant la deuxième vague, comme en témoignent les chiffres de l'Unité de crise pour adolescent.e.s de Genève (« Malatavie ») ou ceux du Service universitaire de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent (SUPEA) à Lausanne », explique le résumé des rencontres. Il relevait aussi que le site ciao.ch existant depuis 1997 et répondant aux besoins d'information et d'orientation des personnes adolescentes a enregistré une augmentation de plus de 25% des questions posées aux professionnels. Et de 82% dans la fréquentation des forums. « Certains numéros d'aide gratuits conseillent de s'adresser à des psychologues. Ce qui demande des moyens. Voilà pourquoi nous revendiquons dans notre appel genevois que soit mise en place une politique de santé publique axée sur la santé mentale, avec notamment un accès gratuit à un soutien psychologique. Nous voulons aussi le lancement d'une enquête publique destinée à évaluer l'impact de la crise et des mesures gouvernementales sur la santé mentale et la santé économique des jeunes, et la publication de ses résultats », argumente Malcom M'Baye.

### Commission jeunes à la task force

« Malgré tous les efforts qu'ils.elles ont déployés à travers le respect scrupuleux des mesures gouvernementales, le bénévolat ou encore les dons, les jeunes

n'ont pas eu voix au chapitre, et ont même été régulièrement accusé.e.s de propager le virus dans des discours médiatiques et politiques culpabilisants. Pour nous, il serait important de créer une Commission jeunes au sein de la task force cantonale, constituée de jeunes entre 15 et 35 ans tiré.e.s au sort, et la nomination de représentant.e.s des minorités les plus touchées - notamment les femmes et les personnes issues de la migration - au sein de cette même taskforce, pour que les jeunes donnent leur avis », souligne le jeune popiste.

Il ajoute: « Nous préconisons aussi une réévaluation des mesures sanitaires s'appliquant aux universités et centres de formation en incluant dans les discussions les étudiant.e.s et principaux.ales concerné.e.s. Nous voudrions aussi la création et la diffusion de campagnes de communication destinées à faciliter l'accès aux informations relatives aux possibilités d'obtenir des aides sociales et financières ». Cette demande rejoint celle du Colloque Brocher. Celui-ci milite pour que « les autorités et décideurs respectent mieux les droits des jeunes, en sollicitant leur avis et leur participation et que les messages sanitaires explicitent les valeurs qui fondent les décisions prises ».

Qu'en sera-t-il de l'après Covid-19? « Nous espérons que les jeunes pourront se faire vacciner le plus rapidement possible et il sera aussi nécessaire de résister à toute politique de coupes et d'austérité suite à la crise économique », conclut Malcom M'Baye. ■

Joël Depommier

Infos complémentaires sur  
www.jeunespop.ch/



IL FAUT LE DIRE...

### Vous avez dit PIB?

Voici une suite d'informations tirées de la presse. Ainsi le PIB de la Suisse a rebondi de 7,2% au troisième trimestre 2020... Par rapport à son niveau d'avant crise, il affiche un recul 2%... Quant à eux, les marchés boursiers ont connu un sort tout à fait différent. En effet, ils semblent avoir été immunisés contre le virus, comme le démontre l'indice MSCI World, reflétant l'évolution des actions mondiales, avec une progression de 7% en CHF.

Les investisseurs gagnants sont ceux ayant misé sur les grosses capitalisations. En revanche, des titres tels qu'EasyJet, Lufthansa, le géant américain des croisières Carnival ou TUI, le plus grand groupe et leader de tourisme du monde et le premier voyageur français, ont particulièrement trinqué. Mais aussi Dufry, le spécialiste des boutiques hors taxes. Ou l'aéroport international de Zurich. Ceci se traduit par une chute de plus de 40% pour certains acteurs économiques. Autre perdant, le secteur pétrolier. Il a été fortement impacté par la contraction de la consommation mondiale de pétrole. Et bénéficiera d'une reprise des déplacements et de la production industrielle. Doit-on vraiment les plaindre? Tous les jours, on nous répète ce genre de chiffres, de prédictions, faisant de l'augmentation du PIB et de la croissance, le Graal pour sortir de la crise économique liée à la pandémie.

Mais au fait, il faut d'abord sortir de la crise sanitaire. Ce qui n'est pas gagné, surtout si l'on brûle les étapes. Dans une pandémie, c'est la solidarité et la coopération qui permettent d'y faire face en principe. Ainsi l'abandon du droit de propriété par une licence obligatoire qui permettrait de produire partout les vaccins au prix coûtant. Ceci en se souvenant que la recherche est dans ce cas-là déjà payée par des fonds publics, donc nos impôts. Ce n'est pas le PIB. Que signifie pour les artistes et les techniciens du spectacle, dont on veut nous faire croire qu'ils ne sont pas essentiels ou pour les cafetiers-restaurateurs ne pouvant exercer leur métier, que la Suisse est « résiliente » et que son PIB a moins chuté que prévu?

Arrêtons avec cette obsession du PIB et des marchés boursiers, qui occultent nos vrais problèmes quotidiens. Et si l'on s'intéressait un peu plus au BNB, le bonheur national brut, indice servant au gouvernement du Bhoutan pour mesurer le bonheur et le bien-être de la population du pays? Une vraie révolution!

Bernard Borel

# Lausanne en passe de conforter sa gauche

**VAUD • A l'issue du premier tour à Lausanne, la liste PS-POP place largement ses quatre candidat.e.s en tête, dont David Payot, en charge de l'enfance, de l'école et des quartiers dans la capitale vaudoise. Interview avant le deuxième tour du 28 mars.**

Quelle sera la stratégie du POP pour le deuxième tour? Comment analysez-vous aussi le premier tour?

**DAVID PAYOT** Après le cavalier seul des Vert.e.s, ceux-ci ont finalement décidé de se rallier à une liste commune, qui comprendra trois socialistes (Grégoire Junod, Florence Germond et Emilie Moeschler), deux écologistes (Natacha Litzistorf et Xavier Company) et moi-même. L'élection aurait pu être tacite si le PLR n'avait pas présenté deux candidat.e.s (le sortant Pierre-Antoine Hildbrand et Florence Bettschart-Narbel).

En ce qui concerne le premier tour, on constate que contrairement à de nombreuses autres communes vaudoises (Vevey, Yverdon, Morges), les élus sortants à Lausanne ont été bien soutenus. La stratégie d'une liste commune PS-POP a été positive, dans la suite d'une continuité de notre politique d'alliance. Nous affronterons le deuxième tour avec un programme commun, fort de huit points comme la gratuité des transports publics pour les personnes au bénéfice des PC ou le développement de places de crèches.

La gauche combative obtient plus de 13% des suffrages à Lausanne, (8,16% pour le POP et 5,38% pour Ensemble à Gauche-solidarités-Indépendants) et gagne deux sièges, passant

à 13 sièges. Quel bilan en tirez-vous?

Plus globalement, on constate au niveau cantonal que la poussée des Vert.e.s (qui passent de 228 à 427 sièges dans les législatifs à la proportionnelle, ndr) ne se fait pas au détriment de la gauche combative et populaire, quelle que soit son étiquette, comme on peut le voir à Lausanne, Renens, Vevey (avec la deuxième place de Décroissance-Alternatives), à Montreux ou au Mont-sur-Lausanne, qui voit la délégation du Mont citoyen passer de 16% à 22%. La coalition de mouvements citoyens avec des forces politiques au service de la population a été pleinement soutenue.

Le conseil municipal de Lausanne sera dorénavant à majorité féminine. Votre réaction?

Au-delà du mouvement pour l'urgence climatique, la grève féministe et des femmes de 2019 a eu un impact très fort, qui a eu des effets sur notre représentation. Le POP comptera une délégation entièrement féminine. Parmi les autres élu.e.s, trois sont identifiées comme appartenant au mouvement de la Grève.

Quels seront les enjeux de la prochaine législature?

Il y aura d'abord la concrétisation du Plan climat de la Municipalité, qui



David Payot postule pour un siège à la Municipalité de Lausanne.

DR

prévoit zéro émission directe dès 2030 dans le domaine de la mobilité et zéro émission pour l'ensemble des émis-

sions directes à 2050 au plus tard. Nous devons aussi agir sur les effets de la pandémie pour les personnes les

plus fragiles socialement, en renforçant le filet social. Le POP défend ainsi des propositions pour une sortie de crise écologique et solidaire - notamment la création d'un fond d'urgence Covid communal et l'augmentation des logements à loyers modérés et protégés.

Nous développerons aussi la démocratie participative - pas seulement avec des consultations, mais aussi avec des occasions de prendre part aux décisions, et à leur réalisation, sur l'exemple du budget participatif.

Comment analysez-vous la poussée des Verts à l'échelle du Canton?

C'est l'effet d'une prise de conscience des enjeux écologiques, et dans tous les parlements où elle apparaît, cette progression des Vert.e.s s'associe à un renforcement global de la gauche, et jamais à un recul de la gauche combative. C'est donc un phénomène positif. Cela implique toutefois des enjeux pour les mouvements climatiques, qui ne se limitent pas à un seul parti, et aussi pour les Vert.e.s, dont les objectifs électoraux ne se résument pas à la défense de l'environnement. Le rôle du POP reste de défendre à la fois la justice climatique et la justice sociale! ■

Propos recueillis par Joël Depommier

## Renens restera-t-elle une cité rouge?

**VAUD • A Renens, le PS et les Verts ont chacun fait élire un candidat et une candidate au premier tour. Municipaux sortants, les représentants de la Fourmi Rouge, Karine Clerc et Didier Divorne sont en ballottage favorable.**

Quelle sera la stratégie pour l'élection à la Municipalité au deuxième tour pour vous et Didier Divorne?

**KARINE CLERC** La Fourmi Rouge est très contente d'avoir gagné un siège au Conseil Communal aux dernières élections. Forte de ce résultat (18 sièges, donc +1), elle souhaite maintenir ses deux sièges à la Municipalité. Les Verts et le PS nous proposent une alliance avec une seule Fourmi rouge, mais nous souhaitons garder nos deux sièges, qui sont aujourd'hui pleinement justifiés, et bien investis.

La Fourmi rouge est le deuxième parti de Renens derrière le PS. Votre réaction?

La Fourmi Rouge existe à Renens depuis 40 ans. Elle est à l'origine des nombreuses réalisations porteuses d'une ville ambitieuse pour sa population, sur tous les plans: économiques, urbains, culturels et sociaux. Elle contribue à faire vivre cette ville, dans les quartiers, au sein des nombreuses associations qui l'animent et d'actions ponctuelles qui rassemblent des gens différents autour de sujets qui les concernent: un chaudron de risotto pour fêter la grève des femmes ou des actions destinées aux plus vulnérables permettent à chacun.e de partager ce qu'il et elle a de meilleur. C'est notre marque de fabrique. Le partage! Sur la place comme dans les caisses de l'Etat, puisque nous défendons également à une fiscalité équitable. Nous sommes fier.ère.s de voir que la population nous soutient et nous reconnaît.

Quels seront les projets prioritaires à mener au cours de la prochaine législature?

Une ville qui se développe, ce sont plusieurs couches à penser en même temps: des routes, des logements, des aménagements urbains, des transports publics, de même qu'un travail avec les autres communes, avec les services cantonaux, et au fil de l'actualité. Et en



Karine Clerc et Didier Divorne veulent défendre un programme résolument à gauche.

Luc Chessex

même temps, agir au présent pour la population. Agir à rendre les nouveaux logements accessibles, à développer l'accueil de jour, à impliquer les acteurs locaux dans de nouveaux projets culturels, à faire rêver, à donner une place aux jeunes, à leur permettre de contribuer à leur ville aussi. Soutenir les collectifs en place, qui sont nos relais vers la population, et vraiment travailler avec eux, les consulter, les rendre visibles. Et permettre aux gens de connaître leurs droits, les encourager à les employer et les défendre, redonner

espoir aux personnes qui se sont résignées, élargir le regard pour sortir de l'ombre les publics les plus vulnérables. Nous voulons favoriser le bien-être: se sentir en sécurité, confiant et pleinement inscrit.e dans la cité. Cela passe par un accès aux informations, aux évolutions, qui permettent aux gens de se mobiliser dans un monde où rien n'est acquis, mais dans lequel il y a aussi de belles choses, et de belles personnes! ■

Propos recueillis par Joël Depommier

## Fabienne Fischer face à une droite désunie

**GENÈVE • La Verte sera seule en lice à gauche au deuxième tour de l'élection partielle au Conseil d'Etat.**

Dès le soir du premier tour, le candidat du Parti du Travail, Morten Gisselabeak, qui a obtenu 5% des suffrages pour l'élection partielle au Conseil d'Etat, finissant dans le trio gagnant dans des quartiers comme La Jonction ou aux Croupettes en Ville de Genève, a annoncé son désistement au deuxième tour. Après avoir chaudement félicité leur candidat, qui a regretté l'absence de soutien des autres composantes d'Ensemble à Gauche dans le scrutin, les membres du parti, ont longuement débattu lundi en assemblée de leur soutien éventuel à la candidate verte, Fabienne Fischer, pour le deuxième tour et «à un mouvement politique(s.e les Verts) dont les aspirations et la pratique du pouvoir ne correspondent pas aux positions de notre parti». Le fait que la prétendante verte a décidé de s'engager sur trois demandes, à savoir augmenter les inspections dans les entreprises pour vérifier les conditions de travail des apprentis, s'opposer à tout renvoi par vol spécial depuis Cointrin et affirmer son soutien à l'initiative conjointe de l'Alternative et des syndicats pour taxer les grandes fortunes, a fait pencher la balance. «Il ne s'agit pas d'un soutien inconditionnel et le parti suivra de près les actions de Fabienne Fischer au Conseil d'Etat», a encore souligné la parti en assemblée. «Une réélection de Pierre Maudet est un horizon inacceptable. Ses nombreuses années passées en tant que magistrat communal et cantonal ont été marquées par de la casse sociale et une politique hostile aux classes laborieuses», précise encore le PdT.

Pour le second tour, Fabienne Fischer, qui a fini première du scrutin avec 30% des voix au premier tour, sera grandement favorisée par la désunion de la droite. Elle pourrait passer l'épaule à condition qu'elle fasse le plein de voix à gauche. A droite, si le candidat PLR, Cyril Aellen, qui a fini troisième avec 16% des voix et Michel Matter, le candidat des Vert'libéraux (9,5% des voix) se sont finalement désistés, l'UDC, Yves Nidegger, qui a recueilli 13,4% des voix, fait de la résistance et se représentera. Contre toute attente, le PDC a aussi décidé de concourir, en présentant une candidate absente du premier tour, Delphine Bachmann, députée et présidente du parti genevois. Pour Pierre Maudet, 2<sup>e</sup> du scrutin avec 23% des suffrages, cet émiettement risque d'être fatal pour ses ambitions de retour. ■

JDr

# Un plan climat bien peu ambitieux

NEUCHÂTEL • Le Canton met en consultation son plan climat pour atteindre zéro émission de gaz à effet de serre nette en 2050 et protéger la population du changement climatique.

L'urgence liée au dérèglement climatique n'est plus à prouver. Même pour les plus sceptiques, force est de constater, année après année, que notre climat se réchauffe et que les conséquences négatives s'accroissent. Cela relève du bon sens de d'agir vivement. Désormais, des plans climats sont élaborés un peu partout en Suisse et à l'étranger. C'est bien évidemment une bonne nouvelle, même si nous sommes tentés de dire: enfin! Le Protocole de Kyoto date tout de même du siècle passé (1997!) et les Accords de Paris commencent également à devenir vieillots (2015). Nos autorités politiques auront donc pris le temps pour dessiller leurs yeux et cela essentiellement grâce à la pression populaire.

A Neuchâtel, le Conseil d'État a mis en consultation un plan climat dressant à la fois l'état des lieux actuel et un large éventail de propositions touchant à différents domaines tels que l'efficacité énergétique des bâtiments, l'économie, les transports, l'agriculture, la sylviculture l'aménagement du territoire, le traitement des déchets... Il est également prévu de favoriser le développement de puits à carbone naturels, par exemple les forêts et les marais, pour capter les émissions de CO<sub>2</sub>. L'objectif du plan climat est double. Atteindre la neutralité dans les émissions de gaz à effets de serre (GES) d'ici à 2050 et maintenir la qualité de vie de la population. Si nous partageons le constat sur la gravité de la situation et la plupart des mesures proposées que nous n'analyserons pas ici en détail mais qui vont dans le bon sens, certains points du rapport nous paraissent vraiment problématiques!

Le premier point, sans doute le plus important, est la durée de mise en œuvre et les moyens alloués. L'horizon prévu pour la neutralité carbone est 2050. 40 millions de dépenses nettes sont envisagés pour la période 2022-2026, soit 8 millions par année. Quand l'on connaît les sommes mises dans d'autres domaines, cela laisse songeur quant à la prise de conscience réelle de l'urgence climatique. Pas étonnant que le Conseil d'État vise 2050 pour atteindre la neutralité carbone! Le décalage entre les déclarations sur l'état inquiétant de la situation et les moyens consentis relève du gouffre. Rappelons que lors des périodes de guerres, le système a été modifié en très peu de temps, y compris et surtout l'économie. Idem lorsque la pandémie a touché le globe, des mesures drastiques ont été prises très rapidement. Dès lors, comment justifier qu'il faille prendre autant de temps quand il s'agit du dérèglement climatique? C'est d'autant plus absurde que prendre des mesures fortes aujourd'hui limitera les coûts demain pour les générations futures.

## Mesures incitatives

Sans entrer dans le détail des mesures, arrêtons-nous encore sur deux principes généraux. Le premier est que, fidèle à la bonne vieille doctrine libérale, les mesures ne sont pas contraignantes, mais incitatives, ce qui réduit de beaucoup la portée du projet. Un autre point est encore à relever, c'est celui de la compensation extraterritoriale des émissions de CO<sub>2</sub> par le biais de projets réalisés à l'étranger. Actuellement la Suisse négocie des accords avec certains pays (de tels accords ont déjà été signés fin 2020 avec le Pérou et le



La Jeunesse se mobilise pour le climat partout en Suisse et défend zéro émission carbone en 2030.

Ghana) pour que des réductions obtenues à l'étranger bénéficient à la Suisse et comptent dans son bilan carbone. Ainsi, après l'externalisation de nos pollutions et de nos déchets, nous allons désormais exporter les efforts à faire en termes de réduction d'émissions de carbone. Réaliser cela alors que nous devrions nous montrer exemplaire au regard de la responsabilité largement plus grande des pays dit industrialisés dans le dérèglement climatique et de nos moyens financiers plus importants, est une forme d'hypocrisie dans la droite ligne des logiques colonialistes.

Malgré cela, tout n'est pas à jeter dans ce rapport, qui en est encore à la phase de consultation. Les forces politiques en présence pourront, encore le faire évoluer. D'où l'importance des élections cantonales du 18 avril 2021 et d'un Grand Conseil avec le plus possible de membres convaincus de la nécessité de mener une politique de justice sociale, de tendre vers une écologie inclusive ne péjorant pas les classes populaires et qui ne laisse personne au bord du chemin. ■

Julien Gressot

# La Suisse officielle fait un petit pas en avant pour Cuba

SUISSE • Le Conseil national exige une Suisse plus combative contre le blocus de Cuba.

Enfin! Contre l'avis du Conseil fédéral, de son ministre des affaires étrangères Ignazio Cassis et des élus du PDC, de l'UDC et des Vert'libéraux, le Conseil national a accepté mardi 9 mars par 98 voix contre 89 un postulat demandant que la Suisse s'engage fermement à mettre un terme au blocus économique des Etats-Unis contre Cuba.

Huit associations emmenées par Suisse-Cuba et mediCuba-Suisse, avaient déposé le 10 décembre 2019 une pétition adressée dans ce sens au Conseil fédéral. La Commission de

politique étrangère du Conseil national a accepté cette pétition et a transmis le postulat au parlement national pour acceptation ce 9 mars.

La pauvreté s'est aggravée sur l'île en raison de ce blocus imposé unilatéralement. Depuis bientôt 60 ans, les conséquences de cette loi extraterritoriale créent pauvreté et empêchent le développement économique du pays.

Malgré cela, Cuba, Etat du Tiers Monde, continue d'apporter son aide à une cinquantaine de pays du monde dans la lutte contre la Covid-19. En effet, l'île ne partage pas son surplus,

elle partage ce qu'elle a, même minée par les injustices étasuniennes.

Grâce à l'acceptation de ce postulat, notre pays est appelé à faire pression sur l'administration américaine. Pour rappel, à 29 reprises, l'ONU a accepté des résolutions demandant aux Etats-Unis de lever leur embargo sur Cuba. Des scores éloquentes: plus de 185 pays (dont la Suisse) sont favorables contre quelques-uns seulement qui se plient au diktat de Washington!

Mais il ne conviendra pas simplement de peser sur le bouton «OUI» lors du vote, il s'agira aussi de défendre

ardemment la position voulue par le Parlement lors des autres relations Etats-Unis - Suisse.

Les échanges commerciaux entre La Havane et notre pays doivent pouvoir reprendre. Il en va bien sûr de même pour les transactions financières. A titre d'exemple, PostFinances et les banques suisses ont l'interdiction par les Etats-Unis de transférer des fonds de Suisse vers Cuba. Pire, certaines banques suisses qui ont pignon sur rue aux Etats-Unis ont reçu l'ordre d'interdire les transactions en Suisse même. A ce propos, la Banque Cler, le

Crédit Suisse et les banques cantonales refusent des paiements de cotisations d'un membre ou d'un donateur habitant la Suisse vers le compte des associations telles Suisse-Cuba ou mediCuba... Il suffit donc que les «robots» de ces établissements captent le mot «Cuba» et la transaction est généralement refusée

Notre ministre des Affaires étrangères sera-t-il à la hauteur de la tâche pour contrer cette loi extra-territoriale étasunienne? Ça, c'est évidemment une autre question. ■

Michel Fleury

# Victoire de l'extrême droite sur le voile

VOTATIONS • Malgré les refus de six cantons, la Suisse approuve l'initiative «Oui à l'interdiction de se dissimuler le visage».

Si la population votante a approuvé d'une courte majorité l'initiative «Oui à l'interdiction de dissimulation du visage», on peut s'interroger sur la qualité du débat public qui l'y a conduit. En effet, elle pourrait bien ne pas avoir été correctement informée d'un objectif pourtant clairement affiché. Maintenant que l'initiative a été adoptée, à la suite d'une campagne publicitaire politique aux «tonalités xénophobes», «la Suisse rejoint le petit nombre de pays où la discrimination active contre les musulmans est désormais sanctionnée par le droit», a déclaré devant la presse, Ravina Shamdasani, porte-parole du Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH) des Nations-Unies. Cette campagne «publicitaire», nous avons tenté de la «dévoiler»

dans une précédente édition (Voir GH n°5).

Nous y posons le doigt sur un inquiétant amalgame opéré visuellement par les initiant.e.s sur leur site web, entre militant.e.s anti-fascistes et intégrisme religieux, que l'on pourrait résumer sous la nauséabonde formule popularisée par l'extrême-droite française et le pouvoir néolibéral macroniste, «l'islamo-gauchisme». Notons à ce propos qu'à l'international, encore, la fachosphère française s'est largement réjouie du vote helvétique.

Totalement absent du débat public et médiatique, cet aspect de la loi aurait pourtant dû nous interroger. Les initiant.e.s prétendant dès la récolte de signatures que le texte visait également ces «vandales» assoiffés de «destruction et de violence» qui se dissi-

mulent le visage pour «attaquer et menacer des gens» ou «organiser desdites promenades antifascistes».

Malgré de telles accusations infondées visant à diaboliser celles et ceux qui luttent contre le fascisme dans notre pays, à notre connaissance, aucun média traditionnel n'aura relevé ces arguments douteux.

S'ils avaient été abordés, nous aurions pu collectivement nous poser cette simple question. Comme nomme-t-on la lutte contre l'antifascisme? Un anti-fascisme. Ne serait plus resté qu'à procéder comme en mathématiques à retrancher ce qui est superflu. Certaines personnes auraient alors peut-être réfléchi à deux fois avant de voter. ■

Jorge Simao

# Accord de libre-échange sur le fil

L'accord de libre-échange entre la Suisse et l'Indonésie a été finalement accepté ce 7 mars, mais à une courte majorité de 51,6%. En Suisse romande, tous les cantons l'ont même refusé, à l'exception du Valais. «Nous sommes convaincus que cela va changer la politique de commerce extérieur de notre pays. Les accords de libre-échange qui ne comportent pas de chapitres efficaces et effectifs sur le développement durable, ainsi que de normes sociales et environnementales claires ne sont plus en mesure d'obtenir un soutien majoritaire», assure Thomas Stadler, responsable de campagne pour les référendaires. Celui-ci prend rendez-vous et annonce d'ores et déjà un référendum contre l'accord de libre-échange avec les Etats sud-américains du Mercosur (Brésil, Argentine, Paraguay et Uruguay). «Dans cet accord également, il n'y a pas de critères de durabilité obligatoires. Les réductions tarifaires sur le soja, le bœuf, la volaille et les pesticides, alimenteraient davantage la destruction de la nature. Et une fois de plus, les vastes monocultures, les incendies massifs et la déforestation sont désastreux pour l'environnement et le climat», souligne-t-il. ■

Réd.

# Un grand Conseil bientôt paritaire?

**GENÈVE • Pour favoriser la parité au Grand Conseil, un projet de loi demandant des élections distinctes et simultanées des femmes et des hommes a été déposé par Ensemble à Gauche le 27 février.**

Le 7 mars, un jour avant la Journée internationale des luttes des femmes, le législatif a refusé le traitement en urgence de ce texte, suscitant la colère de députées de tous bords politiques, allant d'EaG au MCG, en passant par le PDC, le PS et les Vert.e.s. Que propose le texte? Il préconise de mettre en place deux élections simultanées de 50 femmes et 50 hommes sur des listes distinctes durant trois législatures (15 ans). «L'idée d'une séparation du législatif cantonal en deux groupes, l'un masculin, l'autre féminin, élus au moyen de listes elles aussi unisexuées, a été proposé en 2008 déjà sous forme de pétition à l'Assemblée constituante

genevoise par le groupe «Femme pour la parité». Cette proposition refusée par la majorité de l'Assemblée est à l'origine de l'article 50 de la nouvelle Constitution qui prévoit que l'Etat promeuve une représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des autorités et qu'il prend des mesures pour permettre aux personnes élues de concilier leur vie privée, familiale et professionnelle avec leur mandat», relève le groupe des Élu.e.s pour la parité, comme Salika Wenger (PdT). Un modèle identique a été développé au sein du Grand Conseil du Canton de Neuchâtel, avec pour proposition de l'introduire pour une durée identique à

celle proposée à Genève. «Ce système simple, facile à comprendre, et garantissant une représentation paritaire, n'est pas parvenu à réunir en l'état une majorité. Il en va de même pour des projets alternatifs moins contraignants, à l'instar d'un projet de loi des Vert.e.s (PL 12650), qui réclame des listes paritaires. Alors que la représentation des femmes au Grand Conseil est aujourd'hui égale à celle de 1989 (32%) et en deçà de celle de 1993 (36%), il est temps que des mesures visant à parvenir à une représentation paritaire soient prises», dénonce encore le groupe des Élu.e.s pour la parité. ■

Réd.

## La Grève féministe et des femmes en résistance le 8 mars



Partout en Suisse romande, la Grève féministe et des femmes est descendue dans la rue. A Lausanne, un rassemblement a eu lieu à la Place du 14 juin au centre-ville. Les militantes ont exigé une modification du Code pénal (CP) afin d'élargir la définition du viol et l'étendre aux contraintes sexuelles. «Lois suisses, faites par et pour les violeurs» ou «Viol. Ta peine maximum: 3 ans, ma peine: perpétuité», pouvait-on lire sur des pancartes. A Genève, à partir de 18 heures, la mobilisation s'est donné rendez-vous dans plusieurs endroits, comme l'île Rousseau, le Pont de la Machine ou la Place de la Petite Fusterie pour mettre en avant ses «lutttes féministes internationales, solidaires, antiracistes et décoloniales», l'éco-féminisme, le refus de la réforme AVS 21, qui pénalisera les femmes, les violences sexuelles et sexistes ou le soutien à la culture. Deux jours avant, le Collectif 8 mars pour un féminisme révolutionnaire s'était installé à Plainpalais, où 14 stands étaient installés pour porter des revendications de manière ludique. Avec des slogans comme «féministes antiracistes révolutionnaires», «ceci est un avertissement» ou encore «l'amour révolutionnaire qui nous habite détruira votre système oppressif. A 21h, une manifestation spontanée s'est formée jusqu'au Grottes avec plus de 200 participant.e.s, sous surveillance policière.

Réd./Crédit



MONTSA 21

### LA CHRONIQUE FÉMINISTE

#### Les femmes ont participé à toutes les révolutions

Dès qu'il y a un combat à mener pour plus de justice, les femmes sont présentes. Mais comme toujours, l'Histoire les oublie. J'ai dû attendre mon engagement féministe, à partir de 1970 (fondation du MLF de Genève) et mes recherches pour apprendre que les femmes avaient été nombreuses à descendre dans la rue en 1789, qu'elles avaient créé plus de cent journaux féministes, qu'Olympe de Gouges était morte sur l'échafaud en 1793 pour avoir réclamé des droits égaux pour les femmes. . .

Généralement, quand les femmes descendent dans la rue, c'est parce qu'elles ne peuvent plus nourrir leur famille. Ce fut le cas en octobre 1789, elles envoyèrent une délégation, conduite par l'avocat Jean-Joseph Mounier, pour réclamer du pain au roi, et marchèrent sur Versailles. Des peintures reproduisent ces moments, mais les livres d'histoire n'en parlent pas, ou si peu.

La Révolution française fut défavorable aux femmes. En avril 1793, un décret les chasse de l'armée (certaines avaient réussi à prendre les armes, il y avait les cantinières, et aussi beaucoup de prostituées); un autre interdit les clubs de femmes qui avaient commencé à se mettre en place, un autre encore leur interdit toute présence politique.

Le Code civil des Français, copié sur le droit romain, rappelle le 21 mars 1804 par Napoléon, entérine les acquis de la Révolution, mais il péjore la situation des femmes. Alors que le divorce avait été une libération pour elles, il le rend quasiment impossible. Il consacre l'incapacité juridique de la femme mariée et légalise son infériorité. Ce qui aura pour conséquence que jusqu'en 1907, la femme mariée ne pourra pas bénéficier librement de son salaire, ni de sa fortune personnelle. En Suisse, il faudra attendre 1988 pour que les femmes puissent travailler sans l'accord du mari, ouvrir un compte bancaire personnel et disposer de leur argent!

Dès le Moyen Âge, de rares femmes, à l'image de Christine de Pisan, avaient évoqué la misogynie de la société. Mais il faut attendre la seconde moitié du XIXe siècle pour que le mouvement féministe naisse réellement. Aux Etats-Unis, la Convention de Seneca Falls (1848) est souvent choisie comme point de départ du féminisme. En 1873, Lillie Devereux Blake intervient devant la Commission constitutionnelle de New York en faveur du vote des femmes. Avec Matilda Joslyn Gage, elle signe la Déclaration des droits des femmes du centenaire de 1876.

En France, la partielle liberté de parole au début du Second Empire permet l'émergence du féminisme à la suite d'André Léo, pseudonyme de Léonie Champseix. En 1876, Hubertine Auclert fonde la société «Le Droit des femmes», en faveur du droit de vote féminin. Le 5 juillet 1914, c'est la première «Journée des femmes» en France. La victoire du Front populaire aux élections législatives d'avril-mai 1936 fait souffler un vent de liberté et de progrès social sur le pays. Pour la première fois, Léon Blum nomme 3 femmes sous-secrétaires d'Etat: Cécile Brunshvicg (présidente de l'Union française pour le suffrage des femmes, l'UFSF) à l'éducation nationale, Suzanne Lacore à la santé publique et Irène Joliot-Curie à la recherche scientifique. Mais si la Chambre des députés se prononce à l'unanimité en faveur du vote des femmes, le 30.7.36, le gouvernement s'abstient et gèle la demande. Les Françaises ne l'obtiendront qu'en 1944, grâce à de Gaulle.

Au Royaume-Uni, en 1897, Millicent Fawcett fonde la *National Union of Women's Suffrage Societies*, afin d'obtenir le droit de vote pour les femmes. En 1903, Emmeline Pankhurst fonde la *Women's Social and Political Union (WSPU)* et avec ses trois filles, Christabel, Sylvia et Adela, ainsi qu'un groupe de femmes britanniques rapidement nommées *suffragettes*, commença une bataille plus violente pour obtenir l'égalité entre hommes et femmes. Quand elles sont arrêtées pour leurs actions, elles entament des grèves de la faim, on les nourrit de force.

Enfin, en Allemagne et dans le reste de l'Europe, les révolutions de 1848 amènent avec elles l'aspiration féminine à plus de liberté, tout comme le fait en Russie l'avènement du tsar Alexandre II.

Jane Fonda, dès 1971, a combattu les mensonges proférés par son pays sur la guerre du Vietnam (déclenchée par les USA en 1965), s'est rendue sur place à plusieurs reprises, a fait de la prison. La guerre prend fin en 1973: 60'000 morts, 350'000 blessés et mutilés US; côté sud-vietnamien: 700'000 morts dont 430'000 civils, 1,8million de blessés et mutilés; côté nord-vietnamien: 1million de soldats tués, 900'000 blessés et mutilés.

Actuellement, les femmes sont engagées en première ligne dans les mouvements sociaux, comme en Asie. Bravant l'interdiction à participer à des manifestations, les femmes indiennes se mobilisent massivement pour une solidarité transcendant les castes, professions et religions. En Birmanie, les femmes de tous les âges occupent une place centrale dans le mouvement social. Une grande partie des participant.e.s à la grève générale suite au coup d'Etat sont des travailleuses. C'est également le cas en Thaïlande à l'automne 2020.

Les féministes noires ont largement participé au mouvement pour les droits civils aux Etats-Unis. Les indigènes et les paysannes sont primordiales dans les luttes pour la terre et la défense de l'environnement en Amérique latine. Elles sont également porteuses de changements lors des révolutions au Maghreb. Les organisations féminines ont joué un rôle clé dans la deuxième vague des soulèvements populaires au Soudan, en Algérie, en Irak, au Liban, ainsi qu'en Biélorussie en 2020.

Depuis 2019, des marches pour le climat, emmenées par l'étudiante suédoise Greta Thunberg, réunissent des dizaines de milliers de jeunes partout dans le monde. Un grand nombre de féministes présentes unissent la libération sexuelle des femmes et la crise environnementale, en dénonçant le système patriarcal.

En Suisse, les féministes représentent une des forces politiques les plus importantes, ayant réussi leur grève de 2019. Elles ont montré que désormais, il faut compter avec elles.

Pour prolonger la Journée des femmes, rendons hommage à quelques figures sans qui le monde actuel ne serait pas ce qu'il est: Clara Zetkin, initiatrice de la Journée des femmes, Emilie Gourd, Simone de Beauvoir et son *Deuxième sexe*, Rosa Parks, qui refusa de céder sa place à un Blanc dans un autobus à Montgomery (Alabama) le 1.12.1955, Simone Veil, Malala Yousafzai et, bien sûr, Greta Thunberg.

Huguette Junod

# Pfizer, les profits d'une pandémie

## BIG PHARMA

L'entreprise étasunienne agit comme une brute dans la cour de récréation avec des pays qui veulent désespérément obtenir suffisamment de vaccins pour mettre fin à la pandémie.

Pfizer est l'une des entreprises qui a gagné la course pour un vaccin contre les coronavirus. Bravo à eux. L'accès rapide aux vaccins étant l'une des conditions essentielles pour surmonter cette crise mondiale. Mais Pfizer est aussi l'une des entreprises les plus puissantes au monde, une multinationale ayant versé l'année dernière 8,4 milliards de dollars de dividendes à ses actionnaires. Cette année, le montant devrait être beaucoup plus important. Pfizer s'attend à ce que les ventes se situent entre 59 et 61 milliards de dollars. Ce serait augmentation spectaculaire de 44% par rapport à 2020. Le vaccin devrait représenter un quart des ventes. Sa seule vente permettra de réaliser un bénéfice de 4 milliards de dollars<sup>1</sup>. En tant que monopole temporaire, Pfizer peut compter sur des gouvernements voulant vacciner leur population le plus rapidement possible.

C'est en Israël, avec le contrat passé entre la multinationale et le gouvernement, que ce mélange toxique entre le profit, la santé et les politiciens qui veulent se démarquer, est le plus évident. Ce petit pays devenait champion du vaccin à une vitesse record, son zèle contrastant avec les campagnes de vaccination chancelantes dans la plupart des pays de l'UE. Pourquoi une entreprise comme Pfizer accorde-t-elle à un pays le privilège de s'approvisionner sans problème? Et dans la lutte mondiale contre la pandémie, est-ce vraiment une bonne idée de créer des vitesses différentes?

### Pas des îles

Début janvier, le chef de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) n'a pas hésité à répondre à cette deuxième question. «Cessez de conclure des accords bilatéraux», a déclaré à l'époque Tedros Adhanom Ghebreyesu, secrétaire général de l'OMS. Il n'a pas donné de noms, mais il a dû penser à Israël et à Pfizer.

Dans un monde hyperconnecté, il ne sert pas à grand-chose de créer des îles. Cette semaine, des scientifiques de l'université de Duke aux Etats-Unis ont tiré la sonnette d'alarme sur la situation au Brésil, qui est non seulement désastreuse pour les Brésiliens, mais aussi une menace pour le monde entier. «A quoi bon lutter contre la pandémie en Europe ou aux Etats-Unis si le Brésil reste un vivier pour le virus», a demandé le neuroscientifique brésilien Miguel Nicolelis. «En permettant au virus de circuler de cette manière, vous ouvrez la porte à de nouvelles mutations et à l'émergence de souches encore plus mortelles.»

C'est exactement ce que fait Israël en miniature. Le pays vaccine sa propre population, mais ne donne pas le vaccin aux habitants des territoires occupés de Gaza et de Cisjordanie. Alors pourquoi Pfizer accorde-t-elle à un pays le privilège de s'approvisionner sans problème? Une première réponse facile est l'argent. Le gouvernement israélien a fouillé ses poches pour avoir accès à des vaccins destinés à d'autres pays. Selon les médias israéliens, le pays a offert jusqu'à 50% de plus que le prix «normal».

### Vaccins contre données

Mais l'accord entre Pfizer et Netanyahu va bien au-delà des dollars. Le



gouvernement israélien veut donner à Pfizer l'accès aux données médicales et statistiques de sa propre population en échange d'une livraison rapide. Pfizer peut utiliser ces données et en diffuser les résultats. Quelles données sont partagées? C'est un secret. Sous la pression, Israël a libéré le contrat, mais une grande partie de celui-ci était illisible. Les données sont devenues une marchandise, pour laquelle les entreprises sont prêtes à payer beaucoup.

L'accord avec Israël s'est avéré n'être pour Pfizer qu'une petite préparation aux négociations avec d'autres pays. Le Bureau britannique du journalisme d'investigation<sup>2</sup> a exposé cette semaine la manière dont le géant pharmaceutique opère dans les pays d'Amérique latine. Les journalistes ont parlé à des sources du ministère argentin de la santé.

Si Pfizer voulait bien fournir le vaccin à l'Argentine, la multinationale

a exigé que la société soit à l'abri d'éventuelles demandes de dommages et intérêts. Une loi rendant cela possible a déjà été votée en octobre. Mais la loi n'est pas allée assez loin pour Pfizer. La société serait toujours responsable de ses propres erreurs lors du déploiement de la campagne de vaccination. La loi a été modifiée, mais Pfizer n'était toujours pas satisfait et a rompu les négociations. En décembre, la multinationale a fait une demande supplémentaire. L'Argentine a dû mettre en gage des bases militaires, des ambassades et des réserves de la Banque nationale comme garantie qu'elle pourrait utiliser en cas de demandes de dommages et intérêts.

### Négociateur comme le FMI

Les fonctionnaires argentins se sont vus rappeler l'épisode des négociations avec les financiers internationaux et le FMI lorsque le pays a fait

faillite en 2001. Le FMI avait finalement coupé l'aide financière parce que cet Etat refusait de remplir des conditions strictes revenant à démanteler le gouvernement et à vendre le pays. Pfizer semble maintenant adopter cette ligne de conduite.

Le plus cynique dans cette bataille pour les vaccins est qu'il ne devrait même pas y avoir de pénurie. Beaucoup de capacités de production sont inutilisées dans le monde. Mais les usines ne peuvent pas se mettre au travail, car des entreprises comme Pfizer s'accrochent obstinément à leurs brevets. C'est d'autant plus choquant que presque tous les vaccins ont été développés grâce à un soutien gouvernemental particulièrement généreux. Le partenaire de Pfizer, BioNTech, a reçu 445 millions de dollars de l'argent des contribuables.

Alors que plusieurs pays comme l'Afrique du Sud ou l'Inde, avec le soutien d'une centaine de pays, ten-

ent d'obtenir une latitude par le biais de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), un lobby américain financé par Pfizer et Johnson & Johnson a immédiatement lancé une contre-attaque, faisant pression sur le gouvernement américain pour qu'il ne cède pas selon le journal d'investigation étasunien, *The Intercept*.

### Sanctions

Deux autres groupes de pression du secteur pharmaceutique demandent aussi au gouvernement américain d'imposer des sanctions au Chili, à la Colombie, à la Hongrie et à un certain nombre d'autres pays qui prennent des initiatives pour contourner les brevets. Ces lobbyistes ont beaucoup de pouvoir, ayant dépensé 38 millions de dollars l'année dernière pour pousser les politiciens et les fonctionnaires dans la bonne direction.

Rappelons qu'en 2007, la Thaïlande a tenté de fabriquer des médicaments génériques contre le sida. En guise de sanction, les Etats-Unis ont imposé des droits de douane élevés sur toute une série d'exportations thaïlandaises, notamment les écrans plats et les bijoux, ce qui constituait une attaque directe contre l'économie du pays.

Ainsi, à l'heure où les pays riches, qui représentent 16% de la population mondiale, obtiennent plus de la moitié des contrats actuels pour la fourniture de vaccins, les géants pharmaceutiques font tout pour s'assurer des profits. Le fait qu'ils nuisent ainsi à la lutte contre la pandémie ne semble pas les préoccuper dans l'immédiat. ■

Christophe Callewaert

<sup>1</sup> Pfizer en partenariat avec BioNTech a estimé que les ventes de son vaccin atteindront 15 milliards de dollars, sans compter d'éventuels contrats supplémentaires. Le laboratoire suisse Novartis en assure une part de la production pour des premières livraisons prévues en août prochain (ndlr).  
<sup>2</sup> [www.thebureauinvestigates.com/stories/2021-02-23/held-to-ransom-pfizer-demands-governments-gamble-with-state-assets-to-secure-vaccine-deal](http://www.thebureauinvestigates.com/stories/2021-02-23/held-to-ransom-pfizer-demands-governments-gamble-with-state-assets-to-secure-vaccine-deal)

Paru sur *De Wereld Morgen* en CC

## Les géants de la pharma dans le viseur de Public Eye

L'organisation Public Eye détaille les stratégies des géants de la pharma pour maximiser leurs bénéfices, alors même que leurs produits ont été massivement financés par des fonds publics.

Fort d'un laissez-faire étatique, la stratégie des grands laboratoires pour faire du profit est multi-facettes, accuse d'emblée le rapport *Big Pharma takes it all* de Public Eye. Outre l'utilisation de brevets, qui visent à indemniser les entreprises pour le développement d'innovations en empêchant d'autres de fabriquer et de commercialiser leurs inventions, ils privilégient la demande des pays riches, tout en favorisant l'opacité comme pilier du modèle d'affaires. «Si les clauses de non-divulgateurs étaient courantes pour les prix des traitements avant Covid-19 (par exemple, pour les médicaments contre le cancer avec des rabais secrets), la combinaison de la rareté de l'offre et des pressions politiques intérieures semble avoir conduit à une confidentialité encore plus grande que d'habitude», relève le rapport. Ainsi aux Etats-Unis, plusieurs sociétés (Novavax, Pfizer, Sanofi, Johnson & Johnson) ont même utilisé un mécanisme alternatif appelé «Other Transaction Agreement» (OTA), dans le cadre duquel une société tierce gère et attribue les contrats au nom du gouvernement américain. L'un des avantages de

ces contrats flexibles est qu'ils ne nécessitent pas de garde-fous juridiques, contournant ainsi les lois qui garantissent l'accessibilité financière des médicaments et vaccins financés par les contribuables.

Public Eye expose aussi d'autres griefs comme la fixation d'objectifs peu ambitieux pour les essais cliniques, l'imposition de prix injustifiables, le versement de dividendes aux actionnaires plutôt que pour l'investissement dans les médicaments ou le lobbyisme intensif de cette industrie en matière de santé et de prix. «La plupart, sinon la totalité, des essais cliniques Covid-19 ont été accélérés et les données ont été envoyées aux autorités réglementaires sur une base continue tout au long du processus, au lieu de les présenter en vrac avec la demande d'autorisation de mise sur le marché. Les phases d'essai ont été pour la plupart menées en parallèle, «conçues pour fournir la lecture la plus rapide possible plutôt que de traiter des questions plus pertinentes» et en utilisant «des stratégies faciles à mettre en œuvre mais peu susceptibles de produire des estimations d'effets non biaisées», souligne l'enquête.

Dans un dernier chapitre, Public Eye dénonce l'attitude suisse, «agissant discrètement en coulisses pour protéger sa puissante industrie pharmaceutique». «Le gouvernement suisse n'a jamais répondu à la lettre ouverte lui demandant de soutenir le pool de partage de la propriété intellectuelle (C-Tap) et du savoir-faire de l'OMS, et de faciliter la délivrance de licences obligatoires en cas de pénurie d'approvisionnement ou de prix excessifs». IL se révèle l'un des plus farouches opposants à une dérogation Covid-19 aux droits de propriété intellectuelle (ADPIC) proposée par l'Inde et l'Afrique du Sud, qui est actuellement en discussion à l'OMC. «On ne sait pas si le gouvernement a offert des avantages fiscaux pour l'ouverture du nouveau bureau de Moderna à Bâle, mais cela semble très probable. La Suisse a été l'un des premiers pays à conclure un accord bilatéral avec cette multinationale, facilité par la société suisse Lonza, le partenaire de fabrication de Moderna», souligne encore le rapport. ■

JDr

Infos complémentaires sur [www.publiceye.ch](http://www.publiceye.ch)

# Bolsonaro ou le chaos pandémique

**BRÉSIL • La gestion présidentielle de crise est à nouveau mise en cause alors que le système hospitalier est au bord de l'effondrement.**

D'après l'université américaine Johns Hopkins (JHU), la moyenne mondiale sur une semaine des nouvelles contaminations quotidiennes au SARS-CoV-2 a atteint un pic, avec 738'686 cas au 11 janvier. Depuis, la propagation ralentissait significativement pour la première fois, jusqu'à tomber à 358'335 cas, le 20 février. Elle est désormais repartie à la hausse, atteignant à 390 mille nouveaux cas quotidiens en moyenne sur 7 jours, le lundi 8 mars. Si les situations en Italie, Autriche, Grèce ou Croatie affrontant une 3e vague inquiètent, celle du Brésil laisse un sentiment d'effroi.

Comme ailleurs, le rôle joué par de nouveaux variants du virus sur la dynamique de l'épidémie reste débattu dans la communauté scientifique, a contrario, celui de la gestion de la crise par Jair Bolsonaro, laisse peu de place au doute.

## Cataclysme

Le 3 mars dernier, une alerte se profile via les réseaux sociaux. Le Docteur en épidémiologie et santé publique d'Harvard, Eric Feigl-Ding, poste une carte du Brésil figurant le taux d'occupation des lits en soins intensifs (Lsf), assortie du commentaire «l'entière du pays est désormais (comme) Manaus». Ceci relativement à la ville capitale de l'Etat d'Amazonas, dont le secteur hospitalier a récemment été débordé. Au point de se retrouver en rupture d'oxygène. Sur la carte mise à jour depuis, la quasi-totalité du système de santé est au bord de la rupture.

Parmi les 26 Etats qui composent le pays, 20 sont dans une situation «critique» avec plus de 80% d'occupations des Lsf. Pire, les 17 villes capitales auraient déjà atteint les 100%, selon le Dr. Feigl-Ding. Dans la seule journée du 9 mars, 1972 personnes ont perdu la vie des suites du Covid-19. Le nombre de décès quotidien augmente de manière exponentielle. La courbe qui en résulte semble monter à la verticale. Le Brésil vit un cataclysme sans fin.

## Pandémicide et politique eugéniste

D'après le Dr. Feigl-Ding, le variant brésilien ou P1, apparu à Manaus pourrait être 2 à 2,5 fois plus transmissibles, expliquant en partie la catastrophe. Un autre facteur de taille est à l'œuvre, Bolsonaro lui-même. Pour la pneumologue brésilienne Leticia Kawano-Dourado, il y aurait lieu, de parler de «pandémicide». Bien qu'elle avoue ne pas apprécier ce terme, il est né de la contraction de «génocide» et «pandémie». Et est emprunté à la journaliste scientifique Laurie Garrett. Celle-ci l'a utilisé pour qualifier la gestion sanitaire «coupable» d'un autre leader, Donald Trump. La Dr. Kawano-Dourado utilise ce néologisme afin de qualifier ce qu'elle estime être «un génocide eugénique, une tentative de se débarrasser des plus vulnérables et des plus pauvres.»

Sur son compte Twitter, la scien-



Jair Bolsonaro, sa stratégie du pire et du déni lui vaut le qualificatif de *pandémicide* développant une politique eugéniste.

Senado Federal

tifique relève la communication aussi douteuse sur le plan historique et politique que néfaste en matière de protection sanitaire de Bolsonaro et ses proches. Ainsi, elle invite à la lecture d'un article du *Jerusalem Post* rapportant comment le Ministre des affaires étrangères, Ernesto Araujo, a comparé les mesures de distanciation sociale aux camps de concentration pendant la seconde guerre mondiale.

Elle poursuit, rappelant qu'il arrive à Bolsonaro de présenter la violence physique comme une solution et d'utiliser un langage déshumanisant. En 2016, alors qu'il était député, il affirme à la radio *Jovem*

Pan que «l'erreur de la dictature fût de torturer sans tuer». Cela en référence au régime militaire dictatorial qui sévit au Brésil entre 1964 et 1985, donnant une mesure de l'importance accordée à la vie humaine par l'actuel Chef de l'Etat. On pourrait y ajouter ses déclarations lors d'une conférence de presse sur la crise sanitaire retransmise par *TV Brasil*, en novembre dernier. «Tout est pandémie désormais. Je regrette les morts... Nous allons tous mourir un jour... Il ne sert à rien de le fuir, de fuir la réalité. Vous devez arrêter d'être un pays de tapettes», avait-il alors jeté. Plus récemment, il a exhorté ses concitoyennes et conci-

toyens à cesser de «pleurnicher». Le ton est donné.

## Appels à l'aide

Des actes suivent. «Les peuples autochtones souffrent terriblement», écrit le Dr. Kawano-Dourado. A ses yeux, il est imaginable que Bolsonaro laisse circuler le virus dans des communautés, dont il voudrait que cesse l'influence pour la conservation des forêts. En juin, il a posé son veto sur les dispositions d'une loi obligeant le gouvernement fédéral à fournir eau potable, désinfectant et à garantir des lits d'hôpitaux aux communautés autochtones en pleine pandémie (Reuters). Et puis, il y a la campagne

de vaccination. Elle peine à démarrer et s'organiser, le pays ayant tardé à négocier l'accès aux vaccins, dont l'efficacité et l'innocuité sont remises en question publiquement par le président (*New York Times*).

Sans le pays, le terrifiant bilan de la pandémie ne cesse de s'aggraver. On dénombrait lundi 266'398 victimes. Mardi, on en comptait près de 2000 supplémentaires. Et ainsi de suite. La propagation étant exponentielle on peut craindre de dépasser les 3000 décès quotidiens en moyenne d'ici 15 jours. Cela d'autant plus que les hôpitaux sont débordés les uns après les autres. «Voilà ce qu'il se passe au Brésil» comme l'écrit la Dr. Kawano-Dourado. Elle demande à toutes et tous de se tenir aux côtés de ce pays qu'elle chérit sous le mot dièse #Standwith-brazil. Un autre médecin infectiologue, le Dr. Gerson Salvador, s'est pris en photo avec le message «arrêter le génocide de Bolsonaro». «Ici, en soi-disant première ligne, nous avons dépassé toutes les limites pour faire face à une pandémie qu'il alimente» précise-t-il.

## Limites de la résilience

Quand bien même nous ne nous sentirions pas concerné.e.s par ces cris de détresse, rappelons-nous que le Brésil est un pays aux 200 millions d'âmes. Il s'agit d'humanité tandis qu'à chaque réplique, le virus peut muter. Il augmente alors la probabilité de nouveaux variants plus ou moins contagieux, mortels. Ou pire, résistants aux vaccins. Les sociétés occidentales arrivent à bout de souffle. Elles ploient socialement et économiquement sous le poids de mesures restrictives toujours moins tolérées. Mais voir l'avenir s'assombrir encore risque d'être difficile, si ce n'est impossible à supporter. ■

Jorge Simao

## Lula libre et prêt à affronter Bolsonaro

**BRÉSIL • Un juge de la Cour suprême annule les condamnations de l'ancien président de gauche brésilien. Il dispose désormais de la latitude nécessaire pour se présenter face à Jair Bolsonaro en 2022.**

Enfin, à armes égales. Lundi soir, l'ex-chef d'Etat brésilien Luiz Inacio Lula da Silva a vu annulées toutes les condamnations pour corruption qui pesaient contre lui. Cette figure de la gauche est ainsi rétablie dans ses droits politiques et peut potentiellement affronter le dirigeant d'extrême droite, Jair Bolsonaro, à la présidentielle de 2022. En 2018, ce dernier l'avait emporté à la faveur du maintien en détention de Lula pourtant favori des sondages. Pour service rendu dans le cadre de l'opération «Lavage express», qui avait permis d'incriminer Lula, le juge Moro avait été nommé ministre de la Justice de Jair Bolsonaro, avant de démissionner en 2020. «La décision de justice concernant Lula démontre qu'il y a bien eu un coup d'Etat judiciaire qui a permis l'élection de Bolsonaro», souligne Pascal

Boniface, le directeur de l'IRIS. Un début de retour à l'Etat de droit, donc. Libéré en novembre 2019 sur décision de la Cour suprême, après 580 jours d'arbitraire dans la prison de Curitiba (sud) où il purgeait une peine de 12 ans de prison, l'ancien métallo mène depuis campagne pour la justice et le retour de la démocratie dans son pays.

## Partialité des juges et des procureurs

Le «guerrier du peuple brésilien», selon le surnom que lui affublent ses partisans, entamait, l'an dernier à la même époque, une tournée en Europe auprès des camarades qui l'ont toujours soutenu et devant le Comité des droits de l'homme de l'ONU à Genève. Le juge Edson Fachin a estimé que le tribunal de Curitiba qui avait condamné Lula dans quatre procès n'était «pas compétent» pour juger ces

affaires. Elles devraient ainsi être jugées par un tribunal fédéral de Brasilia. Le procureur général dispose cependant d'un droit de recours devant la Cour suprême. « Nous attendons l'analyse juridique de la décision du juge Fachin, qui a reconnu avec cinq ans de retard que Sergio Moro n'aurait jamais dû juger Lula», a expliqué Gleisi Hoffman, présidente du Parti des Travailleurs sur Twitter. L'impartialité des membres de l'appareil judiciaire avait déjà été mise en doute par des échanges de messages dévoilés par le site The Intercept, en 2019. Ces échanges révélaient que la condamnation de Lula visait bel et bien à l'écartier du pouvoir.

## La droite sur les dents

«Ils n'ont pas emprisonné un homme, ils ont tenté de tuer une idée. Une idée ne se tue pas, une idée ne disparaît

pas», disait-il à sa sortie de prison. C'est en effet toute l'expérience de gauche que la droite et les juges ont tenté de ruiner: l'accession au logement et à l'université pour les noirs, l'éradication de la faim... autant de choix de société que la bourgeoisie revancharde n'a jamais digéré. La libération de Lula, à l'âge de 75 ans, intervient dans un contexte où le Brésil est plus polarisé que jamais. Avec l'outrance dont elle est coutumière, la droite a jugé, par la voix du député Bibo Nunes (Parti social libéral), la décision judiciaire «révoltante». «Lula candidat! Le Brésil a succombé, on va devoir supporter l'euphorie des antifas et des communistes», a pour sa part éreuté Coronel Tadeu, un député issu de la même formation. L'euphorie et la détermination. ■

Lina Sankari

Paru dans *L'Humanité*

# GaucheBdo a besoin de votre soutien!

CCP: 12-9325-6

# Mythes de la deuxième Guerre mondiale

**LIVRES • Deux ouvrages, l'un collectif, «Les Mythes de la Seconde Guerre mondiale», l'autre individuel, «Français, on ne vous a rien caché», s'efforcent de dissiper des fake news avant la lettre. Sur des événements et périodes dramatiques, controversés.**

Les contributeurs du premier titre, coordonné par Jean Lopez et Olivier Wierviorka, reviennent sur ce qu'ils appellent des «idées reçues» concernant des événements: «La défaite (française) de 1940 était inéluctable», «Les Allemands n'ont pas pris Moscou à cause de l'hiver», «Le Japon a capitulé à cause d'Hiroshima». Ou des jugements d'ensemble – «La Suisse, un pays neutre», «Le monde arabe a souhaité la victoire du Reich», «L'armée italienne était mauvaise».

## Nouvelles perspectives

Un certain nombre de ces réexamens est utile. On apprend ainsi que la déclaration de guerre de l'URSS au Japon le 9 août 1945 était instamment réclamée par Roosevelt puis Truman et que la concentration de troupes de l'Armée rouge à la frontière du Mandchoukouo, cet Etat fantoche créé sur le territoire chinois par les Japonais en 1932, a été la plus formidable concentration militaire réunie durant tout le conflit (1,5 million de soldats, 5500 blindés, 3800 avions, etc.). A Okinawa, au même moment, les Américains mobilisaient une armada plus imposante que celle du débarquement de Normandie et connaissaient de lourdes pertes – qui les convaincront de recourir à la bombe atomique.

Nullement certains cependant que cette arme leur épargnera de mettre des troupes au sol dans une campagne sanglante en vies américaines, les dirigeants tiennent à l'intervention soviétique en Mandchourie, région inaccessible aux bombardiers car trop éloignées de leurs bases et où le Japon a regroupé ses industries de guerre et ses forces les plus puissantes. Celle-ci sera la «guerre éclair» (*Blitzkrieg*) la plus spectaculaire du conflit. Mais aussitôt après la capitulation, les Japonais comme les Américains vont s'efforcer d'évincer les Soviétiques, minimiser leur rôle et construire le mythe



Panorama de la bataille de Stalingrad en 1942.

RIA Novosti archive

d'un empereur soucieux de «sauver la civilisation d'une totale extinction» que porterait la bombe atomique et de l'importance décisive d'Hiroshima et Nagasaki dans la fin de la guerre.

## Contre les idées reçues

Dès septembre 1945 la guerre «froide» commence en Asie, où la Chine est en guerre civile et verra la victoire de Mao Tsé-toung (1949) et la libération de la Corée puis sa partition et la guerre qui s'ensuivit (1950-1). Il est d'autres «idées reçues» ou «légendes», qui sont ainsi mises à mal par les historiens mobilisés dans cet ouvrage. Pour en rester à l'URSS (certainement la grande «perdante» dont on minimise le rôle et ses 30 millions de morts pour des motifs politiques – ainsi en 2019 lors des cérémonies du Débarquement), on suggère souvent que l'industrie soviétique n'était pas de taille à rivaliser avec l'allemande et que sans l'aide matérielle américaine, l'Ar-

mée rouge n'aurait pas pu tenir tête puis vaincre la Wehrmacht. Or non seulement la contribution anglo-américaine à l'URSS n'a pas été considérable, mais elle fut tardive (essentiellement entre juillet 1943 et décembre 1944), concerna majoritairement une aide destinée aux civils et s'arrêta net à la capitulation allemande alors que la reconstruction du pays en partie dévasté allait devoir débuter.

## Pas d'entente le PCF et de Gaulle

L'autre ouvrage, dû à François Azouvi, entend dissiper le mythe selon lequel le parti communiste et de Gaulle se seraient entendus, dès la Libération de la France, pour imposer une image de la résistance unanime, minimiser l'importance de la collaboration et passer sous silence le génocide des Juifs. L'auteur avait déjà consacré un ouvrage démythificateur à ce dernier point, *Le Mythe du grand silence: Auschwitz, les Français, la mémoire* (2012) établissant

qu'on n'avait pas attendu le procès Eichmann en 1961 et le film *Shoah* (1985) de Lanzmann pour évoquer la persécution et l'extermination des Juifs en France comme en Europe. Il se demandait plutôt «pourquoi avon-nous oublié qu'on n'avait pas oublié»? La critique de ce qu'un historien a appelé le «résistancialisme» – cette mythification de la résistance – a, de fait, commencé très tôt dans les milieux intellectuels fascinés de l'après-guerre, notamment autour de Maurice Bardèche et sa *Défense de l'Occident*<sup>2</sup>. Et ce n'est pas le moindre paradoxe de constater que, grâce au contexte de «guerre froide», c'est pour partie leur argumentaire qui l'a emporté dans les médias voire chez certains historiens.

## Sources limitées

Les limites de ces deux ouvrages tiennent à leur principe de départ: démythifier. Plutôt que de proposer une investigation historique à partir de

sources nouvelles, d'angles inédits. Comme peut le faire Annie Lacroix-Riz sur cette période en exploitant des archives diplomatiques, industrielles, etc. peu étudiées avant elle. Ces auteurs partent de ce qu'ils appellent des «mythes» et entendent les déconstruire.

Dans le cas d'Azouvi, la faiblesse de son travail tient à sa seule préoccupation pour les articles de journaux, livres, films, pièces de théâtre. Dans le cas de celui que dirigeant Lopez et Wierviorka, on a surtout confronté à des historiens du militaire (le magazine *Guerre et histoire*) qui alignent des chiffres (nombre de tanks, avions, cuirassiers, etc.) et des analyses stratégiques. A leurs yeux, les FTP1 ou les cheminots comptent pour peu, ils s'en tiennent aux archives de la police de Vichy sans la confronter à d'autres sources, dont les témoignages des acteurs. Azouvi accorde, lui, une place aux résistants, mais choisit ceux qui ont une conception mystique, sacrée de leur combat car il veut y voir un positionnement moral. Or la question des mythes ou des légendes excède largement une approche positiviste de ce genre puisqu'elle engage celle de la mémoire ou des mémoires qui sont des constructions sociales et répondent à d'autres motivations que factuelles. Le caractère tranché qui gouverne les jugements et contre-jugements, la «désintox» et la traque des «fake news» conviennent mal à la recherche historique. ■

Rémi Néri

1 Francs-tireurs et partisans, mouvement de résistance intérieure créé fin 1941 par la direction du PCF (ndlr).

2 Périodique politique d'extrême droite promoteur du négationnisme et de l'antisémitisme en France et créé par M. Bardèche en 1952 (ndlr).

J. Lopez et O. Wierviorka (dir), *Les Mythes de la Seconde Guerre mondiale*, Payot; F. Azouvi, *Français, on ne vous a rien caché. La Résistance, Vichy, notre mémoire*, Gallimard.

# La Commune républicaine et révolutionnaire

**ESSAI • L'historien Roger Martelli publie un essai dédié à la révolution de 1871, ses causes, son déroulement, ses inventions et son héritage jusqu'à nos jours.**

Roger Martelli a été élève au lycée Thiers, à Marseille. En mai 1968, il fait partie des étudiants qui le rebaptisent un temps «lycée de la Commune de Paris». Ce n'est donc pas d'hier que l'historien s'intéresse à cette période passionnante. «Jamais sans doute événement aussi court – soixante-treize jours. n'a laissé tant de traces dans les représentations collectives», écrit-il dans son dernier ouvrage. Avec cet essai baptisé *Commune 1871. La révolution impromptue*, celui qui est aussi coprésident de l'association des Amies et Amis de la Commune de Paris dresse un regard à la fois scientifique et citoyen sur la révolution de 1871.

Il se livre bien sûr à un résumé précis des faits, dans toute leur complexité, permettant de comprendre toujours plus comment est née la Commune, comment elle a gouverné, ce qu'elle a réalisé, comment elle a été massacrée et pourquoi son souvenir est aussi fort au moment de commémorer son 150<sup>e</sup> anniversaire.

En 1980, les étudiants coréens de Gwangju se constituent en commune, tout comme les Mexicains d'Oaxaca en 2006 et les universitaires d'Oakland en 2011. Les Kurdes installent aussi une commune du Rojava en 2014. En France, son nom refléure lors de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, pendant Nuit debout puis lors du mouvement des gilets jaunes. D'où vient que le souffle de la Commune est toujours dans notre dos? Roger Martelli nous raconte qui sont les communards: en 1870, 45% des Parisiens sont des ouvriers, pour beaucoup pauvres, et hostiles à un Napoléon III qui vient de tomber. Paris est aussi la ville des révolutions: 1789, 1830, 1848. Éreintés par le siège de l'armée prussienne, les habitants de la capitale sont scandalisés par le risque croissant de voir la III<sup>e</sup> République sombrer, après la victoire des monarchistes lors d'élections commandées par l'Empire allemand pour traiter du prix de la défaite.

Paris se soulève quand Thiers tente de lui prendre ses canons. «Jamais révolution n'avait plus surpris les révolu-

tionnaires», écrit le communard Benoît Malon, tant le scénario des années 1870-1871 paraît inimaginable d'un rebondissement à l'autre. Paris est pourtant en ébullition depuis des mois, traversée par une très forte politisation et les prémices du mouvement ouvrier. A l'analyse sociologique de la ville, Roger Martelli ajoute la vitalité du débat démocratique, dans les quartiers, dans les clubs, la presse, entre hommes et femmes et au sein même de la garde nationale. La Commune débouche sur le gouvernement le plus ouvrier de l'histoire du pays, quand l'assemblée de Versailles est la plus aristocratique jamais connue en France...

## La lutte des classes devient guerre civile

Les tentatives de médiation échouent. La lutte des classes devient guerre civile. Sur les 42 millions de francs dépensés par la Commune, 33 millions sont attribués à la délégation à la guerre. Ce qui ne l'empêche pas de procéder aussi à des «reculements sociaux et parfois même civilisation-

nels», note Roger Martelli, en ouvrant la porte à l'égalité hommes-femmes, à l'encadrement des salaires, à l'école gratuite et laïque... Le martyr de la Commune a achevé de la propulser dans les mémoires. D'horribles procès lui sont pourtant faits, alors que c'est elle qui a été noyée dans le sang. Mais l'essai de

Roger Martelli démontre une fois de plus que «l'horizon de la Commune n'est rien d'autre que celui de la République». Sociale et non conservatrice. ■

Aurélien Soucheyre

Roger Martelli, *Commune 1871. La révolution impromptue*, Arcane 17, 107 pages  
Paru dans *L'Humanité*



# Errance, courage et dignité au féminin

**CINÉMA • «Nomadland» est une plongée apaisée et tourmentée dans l'Amérique des seniors oubliés, à la rencontre de l'autre pour tenter de se découvrir soi-même. Poignant et révélateur.**

Le film multiprimé dû à la cinéaste d'origine chinoise Chloe Zhao est tiré de l'enquête éponyme, *Nomadland*, de la journaliste américaine Jessica Bruder. Elle propose une vision inquiétante des États-Unis dans le sillage de la crise des subprimes en 2008 aux conséquences sociales, économiques et politiques à long terme. Une catastrophe qui ruine de nombreuses personnes à la retraite notamment.

C'est le *road-trip* bricolé de seniors «travailleurs campeurs» sillonnant aux volants de camionnettes aménagées l'Amérique des jobs précaires. Ceux fournis par Amazon à 11 dollars de l'heure, son créateur Jeff Bezos ayant été désigné comme la plus grosse fortune mondiale en 2017. «Ces personnes ont exercé toutes les professions, des plus prestigieuses aux plus modestes, avant de se retrouver dans une errance à cause de la crise des retraites et la flambée du marché immobilier», précise la journaliste sur cette communauté courageuse ne rechignant pas au labeur le plus pénible (*Le Temps*, 15.02.2019).

## Aubes et crépuscules

S'inspirant de la peinture de paysage américaine et de l'esthétique vibratile de l'heure bleue chère au cinéma de Terrence Malick voire de la photo d'immersion documentaire d'une Laura Henno (série *Outremonde*) abordant ces familles vagabondes qui, en déshérence, vivent en marge du système ultralibéral, la réalisatrice dresse le portrait inspiré de collectivités étrangement solidaires dans la détresse et l'adversité.

Fern et Bo vivaient dans un pavillon d'usine à Empire, Nevada. L'usine ferme, Bo trépassa, la ville devient fantomatique. Après avoir tout perdu ou presque, la sexagénaire Fern se lance dans un périple à travers l'Ouest américain, survivant comme une nomade. Avant ce long-métrage, Chloe Zhao avait pris le pouls d'une adolescence chamboulée par la disparition d'un père dans *Songs My Bro-*



Errance crépusculaire d'une âme endeillée cherchant un apaisement éphémère au sein de communautés précaires et partageuses au quotidien. Sur la route et au-delà.

*ther Taugt Me* et réalisé *The Rider*, où une vie meurtrie déjà s'essaye à se reconstruire.

## Houseless mais pas hopeless

Endolorie par un job consistant à scanner des articles et les transporter au fil de parcours cumulant 11 kilomètres par jour, Fern est incarnée par l'actrice Frances McDormand remarquable de fragile détermination et résistance. La travailleuse est licenciée par un géant de la vente en ligne dans le Nevada. Ni une ni deux, elle prend ses cliques et ses claques pour démarquer, à bord d'un van, une vie de burlingueuse toujours à la limite de l'effacement. Ne voulant se résoudre à l'*early retirement* pour cause d'obsolescence dictée et programmée, elle explore des paysages infinis. En chemin, elle fait la rencontre d'autres marginaux qui ont choisi de vivre hors des normes sociales.

Le motif du deuil est au centre de

ce *Nomadland* refusant tout misérabilisme. On songe au décès d'une amie d'étape de l'héroïne atteinte d'un cancer du cerveau et ayant pu retrouver son pays rêvé d'hirondelles virevoltantes. Ou le deuil irrésolu d'un «guide» bienveillant et anticapitaliste prônant le partage des fruits de la terre et des savoir-faire au cœur d'un camp éphémère de caravanes en plein désert. L'homme a perdu son fils suicidé à 33 ans. Une autre référence christique se lit dans le corps nu de Fern flottant en croix dans le lit d'un torrent.

«Tant que les hommes peuvent respirer et que les yeux peuvent voir, ça fait si longtemps que ça te donne vie», soliloque Fern dans son petit habitacle baigné d'une lumière amniotique. Ex-enseignante intérimaire, passeuse de Shakespeare pour les jeunes générations - *Macbeth*, la poésie amoureuse des *Sonnets* -, la protagoniste principale endeillée

refuse tant la félicité d'une vie sédentaire de couple que l'étiquette de *Homeless* (sans-abri). Car elle n'est ni sans toit ni espérance. Elle lui préfère *Houseless* désignant celle qui n'a pas de maison en dur. Dans un cinéma américain indépendant ou non, les actrices au-delà de la cinquantaine voire avant sont *persona non grata*, Frances McDormand (*Fargo*, *3 Billboards*, *Les Panneaux de la vengeance*) est à 63 ans un symbole de la lutte des femmes contre cette plaie sociale et économique qu'est l'âgisme. Celui-ci définit les stéréotypes et les discriminations fondés sur l'âge d'une personne ou d'un groupe.

## Revoir le mythe

Dans cette révision douce-amère du mythe américain et de ses illusions, vibre par instants l'ombre du romancier et nouvelliste Russel Banks. Une écriture où les êtres restent prisonniers de leurs blessures tout en s'atta-

chant à leur mystère. Le film s'en détache cependant résolument par cette foi à la Terrence Malick non en un hypothétique monde d'après, mais en une rencontre avec soi à travers la solitude et les autres.

La soixantenaire sera toujours ouvrière pauvre travaillant en usine ou dans l'agro-alimentaire industriel. «Dans le voyage, on découvre seulement ce dont on est porteur», écrit le philosophe français Michel Onfray. L'errance-découverte s'est souvent muée au fil du temps long en une odyssée ordalique contre des forces dissolvantes. Qu'elles soient économiques, psychiques ou relationnelles. Au cœur de nos vies empêchées, incertaines et sur le fil, ce film résonne telle une épreuve et une grâce. ■

Bertrand Tappolet

*Nomadland*. Visible sur plateformes avant une possible sortie en salles sous réserve des conditions sanitaires.

# Affaires sanglantes et Question jurassienne

**LIVRE • L'auteur et marathonien Daniel de Roulet lève le voile sur des non-dits dans «L'Oiselier», investigation fictionnelle dans le mouvement autonomiste jurassien. Littérature et histoire se complètent.**

L'écrivain Daniel de Roulet est l'un des rares auteurs suisses à ne pas se contenter de décrire ses états d'âme et à inclure la politique dans ses livres. Il a eu comme prédécesseur Yves Velan, dont le roman *Je fit date*. Sur le plan journalistique, on peut citer le nom de Niklaus Meienberg, qui fut l'un de ceux à «soulever le couvercle de notre idylle consensuelle» helvétique. Daniel de Roulet lui donne dans son livre le rôle de l'Enquêteur, qui va aller chercher la vérité derrière les silences officiels. En cela, son ouvrage tient du «mentir-vrai» cher à Aragon. Fiction et réalité dûment étayée s'entremêlent. L'auteur le dit d'ailleurs: «La littérature navigue toujours à la frontière de l'imagination et du réel».

## Temps des hypothèses

La Question jurassienne, alors même qu'elle allait se résoudre par la votation fédérale très largement favorable à la création du nouveau canton, le 21 septembre 1978, connut en effet trois affaires sanglantes. Le 13 octobre 1977, on retrouvait en France voisine le cadavre déshabillé de l'aspirant officier Rudolf Flükiger, dis-

paru un mois plus tôt de la place d'armes de Bure lors d'un exercice de patrouille. La police conclut hâtivement à un «suicide». Or Daniel de Roulet énonce les trois hypothèses à ce qui fut sans aucun doute un meurtre, hypothèses par ailleurs confirmées par des articles de l'historien militaire jurassien Hervé de Weck, et que nous laisserons découvrir aux lecteurs et lectrices. Ce petit livre revêt donc un aspect «polar». Deuxième cadavre, celui du caporal de la gendarmerie bernoise Heusler, qui semble-t-il en savait trop sur l'affaire Flükiger. Enfin, peu après, nouvel étrange «suicide», celui d'Alfred Amez, le propriétaire, aux relations assez troubles, du restaurant L'Oiselier, qui a donné son nom au titre du livre.

## Dimension internationale

Daniel de Roulet montre bien le contexte international qui entourait la Question jurassienne: atmosphère de contestation générale, mouvement indépendantiste au Québec, détournements d'avions par des militants palestiniens, attentats de l'ETA dans le Pays basque et en

Irlande du Nord, assassinat par la Fraction Armée rouge allemande du «patron des patrons» de la RFA et ancien officier SS Hans-Martin Schleyer, dont le cadavre fut retrouvé non loin de la frontière suisse. La Question jurassienne s'inscrivait donc dans un cadre qui la dépassait.

L'auteur met aussi en exergue les différends, au sein du groupe des Béliers, entre «modérés» et «durs». Sa sympathie va manifestement à ces derniers, même s'il se distance des «extrémistes», partisans de la lutte armée, qui allaient chercher armes et explosifs auprès des mouvements révolutionnaires précités et n'étaient peut-être pas étrangers à la mort de Flükiger. Il témoigne aussi d'un certain mépris envers ceux qui attendaient surtout du canton du Jura une «planque dans l'administration».

## Raison d'Etat

Nul, semble-t-il, n'avait intérêt à ce que les trois assassinats fussent élucidés. Ni les autonomistes jurassiens, qui ne voulaient pas avoir un crime sur les bras au moment où allait naître le nou-

veau canton, ni surtout un personnage qui ne sort pas grandi du livre: le conseiller fédéral Kurt Furgler. Il s'était énormément impliqué dans le processus démocratique devant mener à la création du 26e canton suisse et ne voulait pas voir son action mise en péril. Tant la police que la justice mirent donc peu d'empressement à découvrir les vrais coupables: «La raison d'Etat avant la vérité!» Cette vérité, au-delà du consensus helvétique, que Niklaus Meienberg tentait de débusquer, comme le fait aujourd'hui Daniel de Roulet. Piment supplémentaire à ce petit livre où tant de fils se nouent: la liaison amoureuse entre la fille de Furgler et le sulfureux journaliste, dûment surveillée par la Police fédérale sur ordre du papa conseiller fédéral... S'il y eut un véritable suicide dans toute cette histoire, ce fut hélas celui de Meienberg en septembre 1993, qui avait plusieurs raisons, dont le boycott systématique que lui infligeaient les patrons de la presse suisse. ■

Pierre Jeanneret

Daniel de Roulet, *L'Oiselier*, Genève. Ed, La Baconnière, 2021, 119 p.